

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 AVRIL 1912.

Projet de loi approuvant l'adhésion donnée par la Belgique à la Convention
franco-allemande du 4 novembre 1911 au sujet du Maroc.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

L'Acte Général de la Conférence d'Algésiras, du 7 avril 1906, a été approuvé par les Chambres belges. (Loi du 21 juin 1906.)

Sous la date du 4 novembre dernier, l'Allemagne et la France ont conclu entre elles, au sujet du Maroc, une convention qui modifie quelques-unes des dispositions de cet Acte Général.

L'article 14 de la convention franco-allemande porte :

« Le présent accord sera communiqué aux autres Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras près desquelles les deux Gouvernements s'engagent à se prêter mutuellement appui pour obtenir leur adhésion. »

En vertu de cette disposition, les Gouvernements allemand et français ont communiqué à la Belgique, dès le mois de novembre dernier, en sollicitant son adhésion, l'accord intervenu entre eux.

Le Gouvernement belge a fait connaître son intention d'adhérer au dit accord après sa ratification par les intéressés.

Cette ratification a eu lieu et nous a été récemment notifiée.

Le Gouvernement belge a donné aux Gouvernements allemand et français acte de son adhésion à la convention franco-allemande par lettre en date du 24 avril dont le texte est ci-annexé.

Cette convention, de même que l'Acte Général d'Algésiras, consacre l'égalité économique et la liberté commerciale au Maroc.

Elle stipule (art. 4) que le Gouvernement français « ne se prètera à » aucune inégalité, pas plus dans l'établissement des droits de douane, des » impôts et des autres taxes que dans l'établissement des prix de transport par » voie ferrée, voie de navigation fluviale ou toute autre voie et notamment » dans toute question de transit. Il s'emploiera également auprès du Gouvernemen » t marocain afin d'empêcher tout traitement différentiel entre les » ressortissants des différentes Puissances; il s'opposera notamment à toute » mesure, par exemple, à la promulgation d'ordonnances administratives

» sur les poids et mesures, le jaugeage, le poinçonnage, etc. qui pourraient
» mettre en état d'infériorité les marchandises d'une Puissance ».

Au point de vue *minier* l'article 5 de l'accord franco-allemand déclare
« que le Gouvernement français veillera à ce qu'il ne soit perçu au Maroc
» aucun droit de sortie sur le minerai de fer exporté des ports marocains ».
Il stipule en outre que les « redevances seront supportées également par
» toutes les entreprises minières », et il indique la nature des taxes auxquelles
pourront être assujetties les exploitations de minerais de fer.

Pour ce qui concerne les *adjudications*, l'article 6 du nouvel accord complète et précise les stipulations de l'Acte d'Algésiras, de manière à donner toutes les garanties désirables. Le Gouvernement français s'engage en effet
« à veiller à ce que les travaux et fournitures nécessités par les con-
» structions éventuelles de routes, chemins de fer, ports, télégraphes, etc.,
» soient octroyés par le Gouvernement marocain suivant les règles de l'ad-
» judication. Il s'engage également à veiller à ce que les conditions des adju-
» dications, particulièrement en ce qui concerne les fournitures du matériel
» et les délais impartis pour soumissionner, ne placent les ressortissants
» d'aucune puissance dans une situation d'infériorité. »

Quant à l'*exploitation* des grandes entreprises mentionnées ci-dessus, le même article 6 stipule « qu'elle sera réservée à l'Etat marocain ou librement
» concédée par lui à des tiers qui pourront être chargés de fournir les
» fonds nécessaires à cet effet ».

Cette dernière disposition s'écarte incontestablement des stipulations de l'Acte d'Algésiras. Mais il convient de ne pas perdre de vue qu'aux termes du même article « le Gouvernement français veillera à ce que dans l'exploit-
» tation des chemins de fer et des autres moyens de transport, comme dans
» l'application des règlements destinés à assurer celle-ci, aucune différence
» de traitement ne soit faite entre les ressortissants des diverses puissances
» qui useraient de ces moyens de transport ».

D'autre part, l'article 7 déclare que le Gouvernement de la République s'emploiera auprès du Gouvernement marocain pour que les propriétaires de mines et autres exploitations industrielles ou agricoles, sans distinction de nationalité, puissent être autorisés à créer des chemins de fer d'exploitation destinés à relier leurs centres de production aux lignes d'intérêt général et aux ports.

Le Gouvernement ne doute pas que les Chambres approuveront l'adhésion qu'il a donnée à l'accord franco-allemand du 4 novembre 1911.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.



PROJET DE LOI

approuvant l'adhésion donnée par la Belgique à la Convention franco-allemande du 4 novembre 1911 au sujet du Maroc.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Etrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Etrangères est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Est approuvée l'adhésion donnée le 24 avril 1912 par le Ministre des Affaires Etrangères, au nom du Gouvernement, à la Convention conclue le 4 novembre 1911 entre l'Allemagne et la France au sujet du Maroc.

Donné à Bruxelles, le 25 avril 1912.

ONTWERP VAN WET

houdende goedkeuring van de door België tot de Fransch-Duitsche Overeenkomst van den 4^{en} November 1911, aangaande Marokko, gegeven toetreding.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen naam, aan de wetgevende Kamers het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt voor te stellen :

EENIG ARTIKEL.

Is goedgekeurd de toetreding gegeven den 24^{en} April 1912 door den Minister van Buitenlandsche Zaken, in naam der Regeering tot de Overeenkomst gesloten den 4^{en} November 1911 tusschen Duitschland en Frankrijk aangaande Marokko.

Gegeven te Brussel, den 25^{en} April 1912.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Etrangères,

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

DAVIGNON.

ACTE D'ADHÉSION.

M. J. DAVIGNON, Ministre des Affaires Étrangères, à S. E. M. DE FLOTOW, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. l'Empereur d'Allemagne, et à S. E. M. KLOBUKOWSKI, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République française.

Bruxelles, le 24 avril 1912.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément à l'article 14 de la Convention, conclue le 4 novembre 1911 entre l'Allemagne et la France, au sujet du Maroc, Votre Excellence a été chargée d'inviter le Gouvernement du Roi à donner son adhésion à la dite Convention en tant que signataire de l'Acte Général de la Conférence d'Algésiras.

Après avoir pris les ordres du Roi, Mon Auguste Souverain, et sous réserve de l'approbation des Chambres législatives, j'ai l'honneur de donner acte à Votre Excellence de l'adhésion de la Belgique à la Convention susmentionnée et aux changements qu'elle apporte aux stipulations de l'Acte Général de la Conférence d'Algésiras.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

J. DAVIGNON.

CONVENTION ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE RELATIVE
AU MAROC.

Le Gouvernement de SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE et le Gouvernement de la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, à la suite des troubles qui se sont produits au Maroc et qui ont démontré la nécessité d'y poursuivre dans l'intérêt général l'œuvre de pacification et de progrès prévue par l'Acte d'Algésiras, ayant jugé nécessaire de préciser et de compléter l'accord franco-allemand du 9 février 1909, ont résolu de conclure une convention à cet effet.

En conséquence,

M. DE KIDERLEN-WAECHTER, Secrétaire d'État des Affaires Étrangères de l'Empire d'Allemagne, et

M. Jules CAMBON, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française auprès de S. M. l'Empereur d'Allemagne, après s'être

communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après :

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement Impérial allemand déclare que, ne poursuivant au Maroc que des intérêts économiques, il n'entravera pas l'action de la France en vue de prêter son assistance au Gouvernement marocain pour l'introduction de toutes les réformes administratives, judiciaires, économiques, financières et militaires dont il a besoin pour le bon Gouvernement de l'Empire, comme aussi pour tous les règlements nouveaux et les modifications aux règlements existants que ces réformes comportent. En conséquence, il donne son adhésion aux mesures de réorganisation, de contrôle et de garantie financière que, après accord avec le Gouvernement marocain, le Gouvernement français croira devoir prendre à cet effet, sous la réserve que l'action de la France sauvegardera au Maroc l'égalité économique entre les nations.

Au cas où la France serait amenée à préciser et à étendre son contrôle et sa protection, le Gouvernement Impérial allemand, reconnaissant pleine liberté d'action à la France, et sous la réserve que la liberté commerciale, prévue par les traités antérieurs, sera maintenue, n'y apportera aucun obstacle.

Il est entendu qu'il ne sera porté aucune entrave aux droits et action de la Banque d'Etat du Maroc, tels qu'ils sont définis par l'Acte d'Algésiras.

ART. 2

Dans cet ordre d'idées, il est entendu que le Gouvernement Impérial ne fera pas obstacle à ce que la France, après accord avec le Gouvernement marocain, procède aux occupations militaires du territoire marocain qu'elle jugerait nécessaires au maintien de l'ordre et de la sécurité des transactions commerciales, et à ce qu'elle exerce toute action de police sur terre et dans les eaux marocaines.

ART. 3.

Dès à présent, si S. M. le Sultan du Maroc venait à confier aux agents diplomatiques et consulaires de la France la représentation et la protection des sujets et des intérêts marocains à l'étranger, le Gouvernement Impérial déclare qu'il n'y fera pas d'objection.

Si d'autre part S. M. le Sultan du Maroc confiait au représentant de la France près du Gouvernement marocain le soin d'être son intermédiaire auprès des représentants étrangers, le Gouvernement allemand n'y ferait pas d'objection.

ART. 4.

Le Gouvernement français déclare que, fermement attaché au principe de la liberté commerciale au Maroc, il ne se prêterait à aucune inégalité pas plus

dans l'établissement des droits de douane, impôts et autres taxes, que dans l'établissement des tarifs de transport par voie ferrée, voie de navigation fluviale ou autre voie et notamment dans toutes les questions de transit.

Le Gouvernement français s'emploiera également auprès du Gouvernement marocain afin d'empêcher tout traitement différentiel entre les ressortissants des différentes puissances; il s'opposera notamment à toute mesure, par exemple à la promulgation d'ordonnances administratives sur les poids et mesures, le jaugeage, le poinçonnage, etc., qui pourraient mettre en état d'infériorité les marchandises d'une puissance.

Le Gouvernement français s'engage à user de son influence sur la Banque d'État pour que celle-ci confère à tour de rôle aux membres de sa direction à Tanger les postes de délégué dont elle dispose à la commission des valeurs douanières et au comité permanent des douanes.

ART. 5.

Le Gouvernement français veillera à ce qu'il ne soit perçu au Maroc aucun droit d'exportation sur le minerai de fer exporté des ports marocains. Les exploitations de minerai de fer ne subiront sur leur production ou sur leurs moyens de travail aucun impôt spécial. Elles ne supporteront, en dehors des impôts généraux, qu'une redevance fixe, calculée par hectare et par an, et une redevance proportionnée au produit brut de l'extraction. Ces redevances, qui seront assises conformément aux articles 35 et 49 du projet de règlement minier annexé au protocole de la Conférence de Paris du 7 juin 1910, seront également supportées par toutes les entreprises minières.

Le Gouvernement français veillera à ce que les taxes minières soient régulièrement perçues, sans que des remises individuelles du total ou d'une partie de ces taxes puissent être consenties sous quelque prétexte que ce soit.

ART. 6.

Le Gouvernement de la République française s'engage à veiller à ce que les travaux et fournitures nécessités par les constructions éventuelles de routes, chemins de fer, ports, télégraphes, etc., soient octroyés par le Gouvernement marocain suivant les règles de l'adjudication.

Il s'engage également à veiller à ce que les conditions des adjudications, particulièrement en ce qui concerne les fournitures de matériel et les délais imposés pour soumissionner, ne placent les ressortissants d'aucune puissance dans une situation d'infériorité.

L'exploitation des grandes entreprises mentionnées ci-dessus sera réservée à l'Etat marocain ou librement concédée par lui à des tiers qui pourront être chargés de fournir les fonds nécessaires à cet effet. Le Gouvernement français veillera à ce que dans l'exploitation des chemins de fer et autres moyens de transport, comme dans l'application des règlements destinés à assurer celle-ci, aucune différence de traitement ne soit faite entre les ressortissants des diverses puissances qui useraient de ces moyens de transport,

Le Gouvernement de la République usera de son influence sur la Banque d'Etat afin que celle-ci confère à tour de rôle aux membres de sa direction à Tanger, le poste dont elle dispose de délégué à la commission générale des adjudications et marchés. De même, le Gouvernement français s'emploiera auprès du Gouvernement marocain pour que, durant la période où restera en vigueur l'article 66 de l'Acte d'Algésiras, il confie à un ressortissant d'une des puissances représentées au Maroc, un des trois postes de délégué chérifien au comité spécial des travaux publics.

ART. 7.

Le Gouvernement français s'emploiera auprès du Gouvernement marocain pour que les propriétaires des mines et d'autres exploitations industrielles ou agricoles sans distinction de nationalité et en conformité des règlements qui seront édictés en s'inspirant de la législation française sur la matière, puissent être autorisés à créer des chemins de fer d'exploitation destinés à relier leurs centres de production aux lignes d'intérêt général ou aux ports.

ART. 8.

Il sera présenté tous les ans un rapport sur l'exploitation des chemins de fer au Maroc, qui sera établi dans les mêmes formes et conditions que les rapports présentés aux assemblées d'actionnaires des sociétés de chemin de fer françaises.

Le Gouvernement de la République chargera un des administrateurs de la Banque d'Etat de l'établissement de ce rapport qui sera, avec les éléments qui en sont la base, communiqué aux censeurs, puis rendu public avec, s'il y a lieu, les observations que ces derniers croiront devoir y joindre d'après leurs propres renseignements.

ART. 9.

Pour éviter autant que possible les réclamations diplomatiques, le Gouvernement français s'emploiera auprès du Gouvernement marocain afin que celui-ci défère à un arbitre désigné *ad hoc* pour chaque affaire d'un commun accord par le Consul de France et par celui de la Puissance intéressée, ou, à leur défaut, par les deux Gouvernements de ces Consuls, les plaintes portées par des ressortissants étrangers contre les autorités marocaines, ou les agents agissant en tant qu'autorités marocaines, et qui n'auraient pu être réglées par l'intermédiaire du Consul français et du Consul du Gouvernement intéressé.

Cette procédure restera en vigueur jusqu'au jour où aura été institué un régime judiciaire inspiré des règles judiciaires de législation des Puissances intéressées et destiné à remplacer, après entente avec elles, les tribunaux consulaires.

ART. 10.

Le Gouvernement français veillera à ce que les ressortissants étrangers continuent à jouir du droit de pêche dans les eaux et ports marocains.

ART. 11.

Le Gouvernement français s'emploiera auprès du Gouvernement marocain pour que celui-ci ouvre au commerce étranger de nouveaux ports au fur et à mesure des besoins de ce commerce.

ART. 12.

Pour répondre à une demande du Gouvernement marocain, les deux Gouvernements s'engagent à provoquer la revision d'accord avec les autres Puissances et sur la base de la Convention de Madrid des listes et de la situation des protégés étrangers et des associés agricoles au Maroc, dont parlent les articles 8 et 16 de cette Convention.

Ils conviennent également de poursuivre auprès des Puissances signataires toutes modifications à la convention de Madrid que comporterait, le moment venu, le changement du régime des protégés et des associés agricoles.

ART. 13.

Toutes clauses d'accord, convention, traité ou règlement, qui seraient contraires aux précédentes stipulations, sont et demeurent abrogées.

ART. 14.

Le présent accord sera communiqué aux autres Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras, près desquelles les deux Gouvernements s'engagent à se prêter mutuellement appui pour obtenir leur adhésion.

ART. 15.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

Fait à Berlin, le 4 novembre 1911 en double exemplaire.

(L. S.) signé : KIDERLEN.

(L. S.) signé : JULES CAMBON.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 APRIL 1912.

Wetsontwerp houdende goedkeuring van de door België tot de Fransch-Duitsche Overeenkomst van den 4^e November 1911, aangaande Marokko, gegeven toetreding.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Algemeene Akte van Algesiras van 7^e April 1906 werd door de Belgische Kamers goedgekeurd. (Wet van 21^e Juni 1906.)

Op 4 November laatstleden, hebben Duitschland en Frankrijk met elkander betreffende Marokko eene Overeenkomst gesloten, waarbij sommige bepalingen van die Algemeene Akte gewijzigd worden.

Artikel 14 van de Fransch-Duitsche Overeenkomst luidt als volgt :

« Dit verdrag zal medegedeeld worden aan de andere Mogendheden welke » de Akte van Algesiras hebben ondertekend; beide Regeeringen ver- » binden zich elkander hunnen steun te verleen en om dezer toetreding te » verwerven ».

Krachtens die bepaling, hebben de Deutsche en de Fransche Regeering, reeds in November laatstleden, aan België de tusschen hen gesloten overeenkomst medegedeeld en tevens zijne toetreding tot dezelve gevraagd.

De Belgische Regeering heeft haar inzicht laten kennen tot die Overeenkomst tot te treden na dezer bekrachtiging door de belanghebbenden.

De bekrachtiging heeft plaats gehad en werd ons onlangs medegedeeld.

De Belgische Regeering heeft aan de Deutsche en aan de Fransche Regeering acte gegeven van hare toetreding tot de Fransch-Duitsche Overeenkomst, bij brieven van 24^e April, waarvan de tekst hierbij is gevoegd.

Die Overeenkomst, evenals de Algemeene Akte van Algesiras, huldigt de *economische gelijkheid* en de *handelsvrijheid* in Marokko.

« Zij bepaalt (art. 4) dat de Fransche Regeering geenerlei ongelijkmatige » behandeling zal toelaten, evenmin bij het invoeren van tolrechten, belas- » tingen en andere taxen, als bij het vaststellen van de tarieven voor het » vervoer op spoorwegen, rivierscheepvaart- of alle andere verkeerswegen, » en inzonderheid in al de zaken betreffende doorvoer verkeer. Zij zal ook » bij de Marokkaansche Regeering optreden om elke verschillende behan- » deling te beletten onder de onderhoorigen der verschillende Mogend- » heden; zij zal zich inzonderheid verzetten tegen elken maatregel, bij

» voorbeeld tegen de uitvaardiging van bestuurlijke verordeningen betreffende de maten en gewichten, het ijken, het stempelen van edele metalen, enz., die de koopwaren eener Mogendheid in minderheid zouden kunnen stellen. »

Omtrent de mijn-exploitatie, verklaart artikel 5 van de Fransch-Duitsche Overeenkomst « dat de Fransche Regeering zal waken dat in Marokko geen-erlei uitvoerrecht worde geheven op het langs der Marokkaansche havens uitgevoerde ijzererts ». Het bepaalt daarenboven dat « de lasten zullen betaald worden door al de mijnondernemingen » en duidt den aard der lasten aan, waaraan de ertsmijnen kunnen onderworpen worden.

Wat de *aanbestedingen* betreft, worden de schikkingen van de Akte van Algesiras door artikel 6 van de nieuwe overeenkomst derwijze aangevuld en bepaald, dat zij alle gewenschte waarborgen geven. De Fransche Regeering verbindt zich inderdaad « te waken dat de werken en leveringen, noodig voor den eventueelen aanleg van straten, spoorwegen, havens, telegraafinrichtingen, enz., door de Marokkaansche Regeering worden toegewezen bij wijze van aanbesteding. Zij verbindt zich insgelijks te waken dat de voorwaarden der aanbestedingen, inzonderheid wat betreft de leveringen van materieel en de termijnen toegestaan om in te schrijven, de vertegenwoordigers van geene enkele Mogendheid in een staat van minderheid stellen ».

Wat de *exploitatie* van voormelde groote ondernemingen aangaat, wordt bij hetzelfde artikel 6 bepaald « dat zij zal voorbehouden worden aan den Marokkaanschen Staat of door dezen vrijelijk vergund zal worden aan derden, die zullen kunnen gelast worden de daartoe noodige gelden te leveren. »

Het is onbetwistbaar dat die laatste bepaling afwijkt van de schikkingen van de Akte van Algesiras. Doch er mag niet uit het oog verloren worden dat, luidens dat zelfde artikel « de Fransche Regeering zal waken dat, bij de exploitatie van spoorwegen en andere vervoermiddelen evenals bij de toepassing van de reglementen bestemd om die exploitatie te verzekeren, geenerlei verschillende behandeling gemaakt worde onder de onderhoorigen der verschillende Mogendheden, welke van die vervoermiddelen mochten gebruik maken. »

Anderzijds, verklaart artikel 7 dat de Regeering van de Republiek bij de Marokkaansche Regeering zal aandringen opdat de eigenaars van mijnen en andere nijverheids- of landbouwondernemingen, zonder onderscheid van nationaliteit, gemachtigd kunnen worden tot het aanleggen van tot hun bedrijf dienende spoorwegen, tot het verbinden van hunne productie-centrums met de spoorwegen tot algemeen nut en met de havens.

De Regeering twijfelt niet of de Kamers zullen de toetreding goedkeuren, die zij aan de Fransche-Duitsche Overeenkomst van 4ⁿ November 1911 gegeven heeft.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

PROJET DE LOI

approuvant l'adhésion donnée par la Belgique à la Convention franco-allemande du 4 novembre 1911 au sujet du Maroc.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Etrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Etrangères est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Est approuvée l'adhésion donnée le 24 avril 1912 par le Ministre des Affaires Etrangères, au nom du Gouvernement, à la Convention conclue le 4 novembre 1911 entre l'Allemagne et la France au sujet du Maroc.

Donné à Bruxelles, le 25 avril 1912.

ONTWERP VAN WET

houdende goedkeuring van de door België tot de Fransch-Duitsche Overeenkomst van den 4ⁿ November 1911, aangaande Marokko, gegeven toetreding.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen naam, aan de wetgevende Kamers het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt voor te stellen :

EENIG ARTIKEL.

Is goedgekeurd de toetreding gegeven den 24ⁿ April 1912 door den Minister van Buitenlandsche Zaken, in naam der Regeering tot de Overeenkomst gesloten den 4ⁿ November 1911 tusschen Duitschland en Frankrijk aangaande Marokko.

Gegeven te Brussel, den 25ⁿ April 1912.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Etrangères,

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

DAVIGNON.

AKTE VAN TOETREDING.

De heer DAVIGNON, Minister van Buitenlandsche Zaken aan Z. E. den heer von FLOTOW, Buitengewonen Gezant en Gevolmachtigden Minister van Z. M. den Duitschen Keizer, en aan Z. E. den heer KLOBUKOWSKI, Buitengewonen Gezant en Gevolmachtigden Minister van de Fransche Republiek :

Brussel, 24ⁿ April 1912.

HEER MINISTER,

Overeenkomstig artikel 14 van de op 4ⁿ November 1911, tusschen Duitschland en Frankrijk gesloten Overeenkomst betreffende Marokko, werd Uwe Excellentie gelast aan 's Koning Regeering te vragen hare toetreding tot bedoelde Overeenkomst te verleen, daar zij de Algemeene Akte van de Conferentie van Algesiras heeft onderteekend.

Na de bevelen van den Koning, Mijn Doorluchtigen Vorst, te hebben ingewonnen en onder voorbehoud van de goedkeuring der Wetgevende Kamers, heb ik de eer aan Uwe Excellentie akte te verleen van de toetreding van België tot voormelde Overeenkomst en tot de wijzigingen die zij invoert aan de bepalingen van de Algemeene Akte van de Conferentie van Algesiras.

Ik neem de gelegenheid te baat om aan Uwe Excellentie de betuiging van mijne hoogachting te vernieuwen.

J. DAVIGNON.

**OVEREENKOMST TUSSCHEN DUITSCHLAND EN FRANKRIJK
BETREFFENDE MAROKKO.**

De KEIZERLIJK DUITSCHE Regeering en de Regeering van de FRANSCH-REPUBLIEK hebben, — ten gevolge van de onlusten die in Marokko ontstonden en bewezen dat het noodzakelijk was aldaar, in het algemeen belang, het bij de akte van Algesiras voorziene werk van vreedzamen vooruitgang te bevorderen —, noodig geacht het Fransch-Duitsche Verdrag van 9ⁿ Februari 1909 nader te bepalen en aan te vullen, en hebben besloten daartoe eene overeenkomst te sluiten.

Dientengevolge, zijn

de heer VON KIDERLEN-WACHTER, Staatssecretaris van Buitenlandsche Zaken van het Duitsche Keizerrijk, en

de heer Jules CAMBON, Buitengewoon en Gevolmachtigd Afgezant van de Fransche Republiek bij Z. M. den Duitschen Keizer, na elkander hunne vol-

machten te hebben medegedeeld, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, overeengekomen omtrent de volgende bepalingen :

ARTIKEL I.

De keizerlijk Duitsche Regeering verklaart dat, daar zij in Marokko enkel economische belangen beoogt, zij geen hinder zal stellen tegen het voorneemen van Frankrijk om de Marokkaansche Regeering te helpen bij het invoeren van al de bestuurlijke, gerechtelijke, economische, financieele en militaire hervormingen, welke noodig zijn voor het goed bestuur van het Rijk. Hetzelfde geldt voor al de nieuwe reglementen en de wijzigingen aan de bestaande reglementen, waartoe die hervormingen mochten aanleiding geven. Derhalve geeft de Keizerlijk Duitsche Regeering hare toestemming tot de maatregelen tot reorganisatie, toezicht en financieelen waarborg, die de Fransche Regeering, na overeenkomst met de Marokkaansche Regeering, mocht oordeelen daartoe te moeten treffen, onder voorbehoud dat de werking van Frankrijk de economische gelijkheid onder de natiën in Marokko onaangetast late.

Mocht Frankrijk ertoe genoopt worden zijn toezicht en zijne bescherming sterker te bepalen en uit te breiden, dan zou de Keizerlijk Duitsche Regeering aan Frankrijk volle vrijheid van werking erkennen en, onder voorbehoud dat de bij de vroegere verdragen voorziene handelsvrijheid in stand gehouden blijve, hem geene hindernis in den weg leggen.

Het is wel verstaan dat de rechten en de werkkring van de Marokkaansche Staatsbank, zooals die bepaald zijn bij de akte van Algesiras, geenszins zullen belemmerd worden.

ART. 2.

In dezen zin, is het verstaan dat de Keizerlijke Regeering er zich niet tegen zal verzetten wanneer Frankrijk, na overeenkomst met de Marokkaansche Regeering, zulke militaire bezettingen in het Marokkaansch grondgebied stelt, als het voor het behoud van de orde en van de veiligheid der handelsverrichtingen noodig mocht achten. Hetzelfde geldt voor alle politiemaatregelen, te land en in de Marokkaansche wateren.

ART. 3.

Van nu af aan verklaart de Keizerlijke Regeering dat, zoo Z. M. de Sultan van Marokko, de vertegenwoordiging en de bescherming van de Marokkaansche onderdanen en belangen in den vreemde aan de diplomatieke en consulaire agenten van Frankrijk mocht toevertrouwen, zij daartegen geen bezwaar zal inbrengen.

Zoo, anderzijds, Z. M. de Sultan van Marokko, aan den vertegenwoordiger van Frankrijk, bij de Marokkaansche Regeering de taak mocht opdragen zijn bemiddelaar te zijn bij de vreemde vertegenwoordigers, zal de Duitsche Regeering daartegen geen bezwaar inbrengen.

ART. 4.

De Fransche Regeering verklaart dat zij, ten eerste geheel aan het grondbeginsel van de handelsvrijheid in Marokko, geenerlei ongelijkmatige behandeling zal toelaten, zoomin bij het invoeren van tolrechten, belastingen en andere taxen, als bij het vaststellen van de tarieven voor het vervoer op spoorwegen, rivierscheepvaart- of alle andere verkeerswegen en, inzonderheid, in al de zaken betreffende doorvoerkeer.

De Fransche Regeering zal ook bij de Marokkaansche Regeering optreden, om elke verschillende behandeling te beletten onder de onderhoorigen der verschillende Mogendheden. Zij zal zich, inzonderheid, verzetten tegen elken maatregel, — bij voorbeeld, tegen de uitvaardiging van bestuurlijke verordeningen betreffende de maten en gewichten, het ijken, het stempelen van edele metalen enz... —, die de koopwaren eener Mogendheid in staat van minderheid zouden kunnen stellen.

De Fransche Regeering verbindt zich haren invloed op de Staatsbank te benuttigen, opdat deze, om de beurt, aan de leden van haar bestuur te Tanger de posten van gemachtigde zou opdragen, waarover zij beschikt bij « *commission des valeurs douanières* » en bij het « *comité permanent des douanes* ».

ART. 5.

De Fransche Regeering zal waken dat in Marokko geenerlei uitvoerrecht worde geheven op het langs de Marokkaansche havens uitgevoerde ijzererts. De ertsmijnen zullen op hare productie evenmin als op hare werkmiddelen geenerlei bijzondere belasting ondergaan. Buiten de algemeene belastingen, zullen zij enkel een vast recht te betalen hebben, dat per hectaar en per jaar wordt berekend, alsmede eene belasting in verhouding tot de opgegraven ruwe opbrengst. Die lasten, welke verdeeld zullen worden overeenkomstig artikelen 55 en 49 van het ontwerp van mijnreglement, gevoegd bij het protocol van de Conferentie van Parijs van 7^e Juni 1910, zullen op gelijke wijze gedragen worden door al de mijnondernemingen.

De Fransche Regeering zal waken dat de mijnrechten geregeld geheven worden, zonder dat individueele kwijtscheldingen van het algeheel of gedeeltelijk bedrag dier rechten, om 't even onder welk voorwendsel, mogen verleend worden.

ART. 6.

De Regeering van de Fransche Republiek verbindt zich te waken dat de werken en leveringen, noodig voor den eventueelen aanleg van straten, spoorwegen, havens, telegraafinrichtingen, enz., door de Marokkaansche Regeering worden toegewezen bij wijze van aanbesteding.

Zij verbindt zich insgelijks te waken dat de voorwaarden der aanbestedingen, inzonderheid wat betreft de leveringen van materieel en de termijnen toegestaan om in te schrijven, de onderhoorigen van geene enkele Mogendheid in een staat van minderheid stellen.

De exploitatie van voormelde groote ondernemingen zal voorbehouden blijven aan de Marokkaanschen Staat of door dezen vrijelijk vergund worden

aan derden, die zullen kunnen gelast worden de daartoe noodige geklen te leveren.

De Fransche Regeering zal waken dat, bij de exploitatie van spoorwegen en andere vervoermiddelen, evenals bij de toepassing van de reglementen bestemd om die exploitatie te verzekeren, geenerlei verschillende behandeling gemaakt worde onder de onderhoorigen der verschillende Mogendheden, welke van die vervoermiddelen mochten gebruik maken.

De Regeering van de Republiek zal haren invloed op de Staatsbank benutten, opdat deze, om de beurt, aan de leden van haar bestuur te Tanger den post van gemachtigde zou verleen, waarover zij beschikt bij de « *commission générale des adjudications et marchés* ». Ook zal de Fransche Regeering bij de Marokkaansche Regeering aandringen opdat deze, gedurende den geldigheidsduur van artikel 66 van de Akte van Algesiras, aan eenen onderhoorige van eene der in Marokko vertegenwoordigde Mogendheden een der drie posten toevertrouwe van Sjerifaanschen gemachtigde bij het « *comité spécial des travaux publics* ».

ART. 7.

De Fransche Regeering zal bij de Marokkaansche Regeering aandringen opdat de eigenaars van mijnen en andere nijverheids- of landbouwondernemingen, zonder onderscheid van nationaliteit en overeenkomstig de reglementen die zullen vastgesteld worden met inachtneming van de Fransche wetgeving te dier zake, gemachtigd kunnen worden tot het aanleggen van voor hun bedrijf dienstige spoorwegen, tot het verbinden van hunne productie-centrums met de spoorbanen tot algemeen nut of met de havens.

ART. 8.

Over de exploitatie der spoorwegen in Marokko zal jaarlijks verslag ingediend worden, opgemaakt in dezelfde vormen en voorwaarden als de verslagen welke voorgelegd worden aan de vergaderingen van aandeelhouders van de Fransche spoorwegmaatschappijen.

De Regeering van de Republiek zal een van de beheerders der Staatsbank belasten met het opstellen van dit verslag, hetwelk, met de gegevens waarop het gegrond is, aan de censoren zal worden medegedeeld en daarna zal worden openbaar gemaakt, met, zoo daartoe reden bestaat, de aanmerkingen welke de censoren mochten oordeelen er te moeten aan toevoegen volgens hunne eigene inlichtingen.

ART. 9.

Om zooveel mogelijk de diplomatieke klachten te vermijden, zal de Fransche Regeering bij de Marokkaansche Regeering aandringen opdat deze aan eenen scheidsman, — daartoe voor iedere zaak aangewezen in gemeen overleg tusschen den Consul van Frankrijk en dien van de betrokken Mogendheid, of, bij ontstentenis van dezen, door de beide Regeeringen van die Consuls — de klachten zou aangeven, welke door vreemde onderhoo-

rigen mochten ingediend worden tegen Marokkaansche overheden of tegen agenten die als Marokkaansche overheden handelen, en welke niet konden geregeld worden door tusschenkomst van den Franschen Consul en van den Consul der betrokken Regeering. Deze handelwijze blijft van kracht tot den dag dat eene rechtsmacht zal ingevoerd zijn, gesteund op de regels der gerechtelijke wetgeving van de betrokken Mogendheden en bestemd om, na overeenkomst met deze, de consulaire rechtbanken te vervangen.

ART. 10.

De Fransche Regeering zal waken dat de vreemde onderhoorigen het vischrecht in de Marokkaansche wateren en havens blijven genieten.

ART. 11.

De Fransche Regeering zal bij de Marokkaansche Regeering aandringen opdat deze nieuwe havens voor den vreemden handel opene, naar gelang van de behoeften van dien handel.

ART. 12.

Tot inwilliging van een verzoek der Marokkaansche Regeering, verbinden beide Regeeringen zich, — in gemeen overleg met de andere Mogendheden en op de grondslagen van de Overeenkomst van Madrid —, eene herziening van de lijsten en den toestand der vreemde beschermelingen en der landbouw-vennooten in Marokko, waarvan sprake in artikelen 8 en 16 van die Overeenkomst, uit te lokken.

Zij zijn het ook eens om, bij de onderteekend hebbende Mogendheden, aan te dringen tot het bekomen van elke wijziging aan de Overeenkomst van Madrid, die, als het oogenblik daar zal zijn, mocht vereischt worden door de verandering van de voorschriften betreffende de beschermelingen en de landbouw-vennooten.

ART. 13.

Alle akkoordbepalingen, overeenkomst, verdragen of reglementen die met vorenstaande schikkingen strijdig mochten wezen, zijn en blijven ingetrokken.

ART. 14.

Dit Verdrag zal medegedeeld worden aan de andere Mogendheden welke de akte van Algesiras hebben onderteekend; beide Regeeringen verbinden zich elkander hunnen steun te verleen en om dezer toetreding te verwerven.

ART. 15.

Deze overeenkomst zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging zullen zoo spoedig doenlijk te Parijs worden gewisseld.

Gedaan te Berlijn, den 4ⁿ November 1911, in tweevoud.

(L. S.) *Onderteekend* : KIDERLEN.

(L. S.) *Onderteekend* : Jules CAMBON.